

--	--	--	--	--	--	--	--	--

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

DIAGNOSTIC AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX SUR LE SITE DU FUTUR CENTRE PENITENTIAIRE DU MUY (83)

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le directeur général de l'APIJ,
Immeuble OKABE 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin Bicêtre.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique :

Monsieur le secrétaire général de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice, Immeuble OKABE 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin Bicêtre.

Ordonnateur :

Monsieur le directeur général de l'APIJ, Immeuble OKABE 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin Bicêtre.

Comptable assignataire des paiements :

Madame l'agent comptable de l'APIJ, Immeuble OKABE 67 Avenue de Fontainebleau – 94270.

Le descriptif de l'accord-cadre et de ses modalités d'exécution figure dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes respectives.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	CONTRACTANT	5
ARTICLE 2 :	PRIX ET MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 3 :	DUREE DE L'ACCORD CADRE.....	7
ARTICLE 4 :	DELAIS D'EXECUTION ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 5 :	SOUS-TRAITANCE ENVISAGEE A LA PASSATION DE L'ACCORD-CADRE – NANTISSEMENT DE CREANCE	8
ARTICLE 6 :	REGLEMENT DES COMPTES.....	9
6.1	Paie ment.....	9
6.2	Avance	11

ARTICLE 1 : CONTRACTANT

▪ Je soussigné :

- ☐ **Premier contractant¹** : candidat unique ou groupement conjoint avec mandataire solidaire ou mandataire du groupement solidaire (rayer la mention inutile)

Nom :
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :
En qualité de :
Société au capital de :
Ayant son siège social :
Téléphone :
Adresse mail :
Immatriculé le à l'INSEE,
N° d'identité d'établissement (SIRET) :
Code d'activité économique principale (APE) :
N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :
Adresse de l'établissement :

- ☐ **Deuxième contractant**

Nom :
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :
En qualité de :
Société au capital de :
Ayant son siège social :
Téléphone :
Adresse mail :
Immatriculé le à l'INSEE,
N° d'identité d'établissement (SIRET) :
Code d'activité économique principale (APE) :
N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :
Adresse de l'établissement :

❑ **Troisième contractant**

Nom :
 Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :
 En qualité de : -
 Société au capital de :
 Ayant son siège social :
 Téléphone :
 Adresse mail :
 Immatriculé le à l'INSEE,
 N° d'identité d'établissement (SIRET) :
 Code d'activité économique principale (APE) :
 N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :
 Adresse de l'établissement :

Contractants suivants : à compléter éventuellement comme pour les contractants précédents dûment mandaté(s) à cet effet,

- Après avoir pris connaissance du :
 - Présent Acte d'Engagement (AE), de ses annexes et de l'ensemble des documents qui y sont mentionnés ;
 - Cahier des clauses administratives particulières (CCAP), de ses annexes et de l'ensemble des documents qui y sont mentionnés ;
 - Cahier des clauses techniques particulières (CCTP), de ses annexes et de l'ensemble des documents qui y sont mentionnés ;

Et après avoir produit toutes les informations, déclarations, et pièces prévues par le code de la commande publique ;

- **Affirme** (affirmons) sous peine de résiliation de l'accord-cadre, à nos torts exclusifs qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles nous intervenons ne tombe sous le coup des interdictions visées dans le code de la commande publique ;
- **Déclare** (déclarons) sur l'honneur, que les prestations de l'accord-cadre seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3241, L.3243 et L.1220 du Code du travail ;
- **M'engage** (nous engageons), sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations objet de la mission dans les conditions ci-après définies.

Le présent engagement ainsi présenté ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m'(nous) est notifiée dans un délai de **cent quatre-vingts (180) jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée au règlement de la consultation.

ARTICLE 2 : PRIX ET MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'offre est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé à la page 2 du présent acte d'engagement.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 9.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant pour partie par l'émission de bons de commande et pour partie par la conclusion de marchés subséquents, en application des articles R2162-1 à R2162-5, R2162-7 à R2162-9 et R2162-13 à R2162-14.

Les bons de commande seront conclus sur la base des prix unitaires fixés au niveau du bordereau de prix unitaires (BPU).

Il n'a pas été fixé de minimum au montant de l'accord-cadre. Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 139.000 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre.

Le montant de l'accord-cadre est déterminé par application de ces prix aux quantités réellement réalisées.

La répartition, le cas échéant, de la rémunération entre les cotraitants, figure en annexe 2 du présent acte d'engagement (BPU – Répartition de la rémunération des cotraitants).

ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACCORD CADRE

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification. Cet accord-cadre pourra être reconduit tacitement 3 fois à la date anniversaire de sa notification pour une nouvelle période de 12 mois sans que sa durée totale n'excède 48 mois.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut refuser celle-ci.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de sa décision dans un délai de 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les bons de commande et marchés subséquents pourront être notifiés au titulaire pendant toute la période de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le tableau suivant :

	Missions	Délai	Point de départ du délai
M1	Diagnostic amiante avant travaux	6 semaines	Notification d'un bon de commande spécifique du pouvoir adjudicateur
M2	Diagnostic plomb avant travaux	6 semaines	Notification d'un bon de commande spécifique du pouvoir adjudicateur
M3	Contrôle visuel durant les travaux et remise du rapport	10 jours	Notification d'un bon de commande spécifique du pouvoir adjudicateur
M4	Prélèvements amiante complémentaires et mise à jour du rapport de repérage	10 jours	Notification d'un bon de commande spécifique du pouvoir adjudicateur
M5	Prélèvements plomb complémentaires et mise à jour du rapport de repérage	10 jours	Notification d'un bon de commande spécifique du pouvoir adjudicateur
M6	Mission complémentaire	A définir dans le marché subséquent	Notification d'un marché subséquent du pouvoir adjudicateur

Les modalités d'exécution des prestations sont décrites dans le CCAP et le CCTP.

ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE ENVISAGEE A LA PASSATION DE L'ACCORD-CADRE – NANTISSEMENT DE CREANCE

Directive à l'entrepreneur pour la rédaction de cette clause

Cette clause est obligatoire (choisir a ou b, EN RAYANT LA MENTION INUTILE),

Le montant correspondant à la différence entre le montant total de l'accord-cadre et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées doit toujours être indiqué (voir d).

a) Je n'envisage pas de sous-traiter.

b) Les actes spéciaux de sous-traitance indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, leurs noms et leurs conditions de paiement ; les montant des prestations sous-traitées constitueront le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque acte spécial constitue une demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant, qui est réputée prendre effet à la date de notification du présent accord-cadre, sous réserve de la communication des informations recensées à l'article R.2193-1 du code de la commande publique. Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément aux annexes précitées s'élève à :

	NATURE DE LA PRESTATION	MONTANT € TTC
Total		

En cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'acte spécial de sous-traitance (ou tout acte spécial modificatif) pourra être notifié par mail avec accusé réception.

- c) Le montant maximal de la créance que je pourrais céder ou présenter en nantissement est ainsi de :

..... € TTC

Conformément à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent accord-cadre sera faite auprès de l'Agent Comptable de l'APIJ.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES COMPTES

6.1 Paiement

Le Pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues en les créditant sur le compte suivant :

Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement en cas de compte unique

 **COLLER LE RIB**

En cas de paiement sur des comptes distincts : Coordonnées bancaires de chaque membre du groupement

- ☐ Premier contractant : mandataire

COLLER LE RIB

❑ Deuxième contractant

✉ **COLLER LE RIB**

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier à l'attention de l'agence comptable de l'APIJ et fournir le RIB correspondant.

6.2 Avance

- ☐ Je refuse de percevoir l'avance prévue à l'article 10.4 du CCAP
- ☐ J'accepte de percevoir l'avance prévue à l'article 10.4 du CCAP

Fait en un seul original _____ à _____ , le _____
Mention manuscrite " Lu et Approuvé "
Signature de l'entreprise

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement
A Paris, le _____

Le représentant légal du Pouvoir adjudicateur

Date d'effet de l'accord-cadre (à remplir par le pouvoir adjudicateur)

Reçue notification de l'accord-cadre, le _____

- reçue en main propre (joindre le bordereau de remise de l'AE)
- reçue par voie postale ou par voie dématérialisée (joindre l'accusé de réception)

Fin de document

ANNEXE 1 : DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

NUMERO DE MARCHE : - - - - -

ACTE SPECIAL DE SOUS TRAITANCE n°
dans le cadre de l'accord-cadre de prestations
intellectuelles pour le diagnostic amiante et plomb avant
travaux sur le site du futur centre pénitentiaire du Muy (83)

☐ **INITIAL**

☐ Annexé à l'offre du soumissionnaire

OU

☐ Portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement en cours d'exécution de l'accord-cadre

☐ **MODIFICATIF**

(Si modificatif, annule et remplace l'acte spécial en date du)

1) Pouvoir adjudicateur

Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ), 67 avenue de Fontainebleau, 94270 Le Kremlin-Bicêtre agissant au nom et pour le compte du ministère de la Justice.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 à R2191-61 relatif au Code de la Commande Publique (*nantissements ou cessions de créances*) : Monsieur le Directeur juridique, administratif et financier de l'APIJ.

2) Objet de l'accord-cadre

3) Titulaire/Soumissionnaire

Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

Groupement :

Mandataire :

Membre du groupement recourant à la sous-traitance :

4) Sous-traitant

4.1) Coordonnées

Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de l'établissement) adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET.

4.2) Forme juridique

(entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

4.3) Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises.

4.4) Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)

Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour bénéficier du paiement direct (articles R2193-10, R2193-17 à R2193-21 relatif au Code la Commande Publique) :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

5) Nature des prestations sous traitées

6) Prix des prestations sous traitées

6.1) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

(Remplir le a ou le b en fonction des prestations sous traitées)

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant maximum HT :

Pour rappel, [article 283-2 nonies du code général des impôts](#) : « Pour les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier par une entreprise sous-traitante, au sens de l'article 1er de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, pour le compte d'un preneur assujetti, la taxe est acquittée par le preneur »

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du a) ci-dessus :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

6.2) Modalités de variation des prix

Conditions de paiement

7.1) Compte à créditer :

IBAN :

BIC :

COLLER LE RIB

7.2) Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

☐

NON

☐

OUI

(Cocher la case correspondante.)

7) Engagement du sous-traitant

8.1) Attestations du sous-traitant

Le sous-traitant déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2341-1 et L2341-5 du Code de la Commande Publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☐

Le sous-traitant certifie que les renseignements fournis, le cas échéant, en annexe du présent document sont exacts.

8.2) Capacités du sous-traitant

Le sous-traitant déclare présenter les capacités nécessaires à l'exécution des prestations sous-traitées et produit à cet effet :

(Cocher la case correspondante.)

☐

le formulaire DC2.

☐

les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation.

8) Objet de l'acte de sous-traitance

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ **La présente déclaration/le présente acte spécial de sous-traitance constitue un acte spécial initial**

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 136 du décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif aux marchés publics, car :

☐ L'exemplaire unique n'a pas été délivré²

OU en produisant en annexe du présent document :

☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré,

OU

☐ Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances ;

☐ **La présente déclaration/le présent acte spécial de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif**

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R2193-11, R2193-12 R2193-14 à R2193-16 relatif au Code de la Commande Publique, car :

☐ L'exemplaire unique n'a pas été délivré.

OU en produisant en annexe du présent document :

☐ L'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité qui lui a été délivré

OU

☐ Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant de l'accord-cadre justifiant soit que la cession ou le nantissement de créances concernant l'accord-cadre est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

² Le soumissionnaire n'en dispose pas puisque le présent acte est remis dans le cadre de son offre OU le titulaire n'en a jamais fait la demande

9) Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

En cas de groupement, l'acte spécial doit être signé par le mandataire ainsi que le cotraitant recourant à la sous-traitance dans l'hypothèse où le cotraitant n'a pas donné mandat au mandataire.

A _____, le

A _____, le

Le sous-traitant :

Le mandataire :

A _____, le

Le cotraitant (le cas échéant) :

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A _____, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur :

Reçu notification de la présente décision

A _____, le

Le mandataire

Une copie de l'acte spécial est envoyée au sous-traitant et le cas échéant au cotraitant recourant à la sous-traitance.